

Quel que soit le point de comparaison, la position financière canadienne se révèle presque toujours être l'une des plus faibles parmi les pays industrialisés. Au sein du G-7, seulement l'Italie et le Royaume-Uni ont des déficits plus élevés par rapport à leur PIB, et seule l'Italie a une dette publique brute plus élevée en proportion du PIB⁷. Si on additionne l'endettement des sociétés privées et des gouvernements, le Canada a le niveau d'endettement extérieur net le plus élevé relativement au PIB (environ 40 %) de tous les pays du G-7⁸. Reflétant la tendance à compter sur l'épargne étrangère, le déficit du compte courant du Canada par rapport au PIB est aussi le plus élevé au sein du G-7 (voir l'Annexe)⁹.

Quel est l'impact de la réduction du déficit sur le commerce?

Compte tenu de l'ampleur de l'endettement et du déficit canadiens, particulièrement dans un contexte international relatif, il est raisonnable de supposer qu'ils doivent avoir des effets négatifs importants sur l'économie intérieure, y compris le secteur du commerce. C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle sont arrivés le public canadien et les marchés financiers internationaux et il existe maintenant un sentiment d'urgence en ce qui concerne la nécessité de mesures de redressement de la part du gouvernement. Le budget de 1995-1996 témoigne de la détermination du gouvernement fédéral d'agir pour améliorer à la fois son bilan financier et

$$(r - g) * DETTE = IMPÔT - DÉPENSES PRIMAIRES$$

où r désigne le taux d'intérêt réel, g le taux de croissance du PIB réel, $DETTE$ l'endettement public, $IMPÔT$ les recettes fiscales totales et $DÉPENSES PRIMAIRES$ l'ensemble des dépenses publiques après déduction du service de la dette.

Si l'équation ne se vérifie pas, le ratio dette/PIB change. Au Canada dans les années 1980, les taux d'intérêt réels étaient plus élevés que la croissance du PIB réel (r plus grand que g) et les dépenses primaires augmentaient plus rapidement que les impôts, provoquant une poussée spectaculaire du ratio dette/PIB. Voir T. Macklem, « Quelques répercussions macroéconomiques d'une endettement croissant des administrations publiques », dans la *Revue de la Banque du Canada*, Banque du Canada, Ottawa, Hiver 1994-1995, p. 45-47.

⁷ Voir l'OCDE, *op. cit.*, p. A32, A36. Pour certaines comparaisons financières des pays du G-7, voir l'annexe à la fin du présent Commentaire.

⁸ Aucun autre pays du G-7 n'a un endettement extérieur net qui, en proportion du PIB, totalise même la moitié de la dette canadienne. Voir l'Annexe.

⁹ Voir le ministère des Finances, *Les défis économiques du Canada*, Ottawa, janvier 1994, p. 43-44.